

# Une région, c'est plus que de la ressource !

Danik Laporte

Number 779, July–August 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/78131ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Laporte, D. (2015). Une région, c'est plus que de la ressource ! *Relations*, (779), 4–5.



# Une région, c'est plus que de la ressource !

En Abitibi-Témiscamingue, l'opposition au régime d'austérité et de mépris des régions du gouvernement libéral grandit.

**DANIK LAPORTE**

À en croire les libéraux, une région n'est utile que si elle peut fournir des ressources et la démocratie n'est saine que si la majorité est silencieuse. Sinon, comment expliquer le plan de démantèlement des territoires mené actuellement par le gouvernement de Philippe Couillard?

C'est avec un zèle colonial et un mépris coutumier – et évidemment sans consultations – que de graves décisions touchant les régions ont été prises par ce gouvernement ces derniers mois. Nous avons d'abord eu droit à des déclarations trompeuses dès 2014 : « Le Parti libéral : le parti des régions ! » ou « Les régions sont au cœur de nos préoccupations ». Puis, à des affirmations méprisantes de la part du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Pierre Moreau, suggérant qu'il ne procédait à aucun saccage des outils d'auto-détermination des régions et que le monde municipal ne comprenait rien. Ensuite, le Conseil du patronat

est venu « préciser » la pensée du ministre lors de la Commission parlementaire sur la Stratégie gouvernementale de développement durable : et si on fermait les municipalités improductives ?

À la manière des régimes coloniaux, les libéraux misent sur la division des forces vives et sur la concentration des pouvoirs en réduisant de 300 millions de dollars les transferts aux municipalités, en abolissant les centres locaux d'emploi (CLD) ainsi que le Fonds de soutien aux territoires en difficulté, les programmes d'aide à la rénovation et à l'adaptation de domicile, les forums jeunesse, les bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme et les Conférences régionales des élus (CRÉ). Ces dernières, bien que créées sous le gouvernement libéral de Jean Charest et souvent critiquées pour leur complaisance à l'égard du pouvoir, s'inscrivaient néanmoins dans la tradition de défense des intérêts régionaux, initiée il y a 45 ans par le mouvement des paroisses marginales, les *Opérations Dignité*.

De surcroît, en chambre, ce gouvernement utilise le bâillon afin de réduire les instances démocratiques du réseau de la santé et de concentrer ainsi le pouvoir au sein d'un seul conseil d'administration par région, qui plus est, nommé par le ministre ! Un coup de force dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur.

En Abitibi-Témiscamingue, 5400 emplois ont été perdus entre février 2014 et février 2015 (Institut de la statistique du Québec), dont 1400 postes à temps plein. À ce bilan accablant s'ajoutent ainsi les 132 postes de cadres coupés dans le réseau de la santé, la quarantaine d'emplois amputés dans la fonction publique et les dizaines d'emplois perdus en raison de l'abolition de la CRÉ, des CLD, du forum jeunesse, etc. – tous des emplois à prédominance féminine. La situation est telle que même les partisans du tout-à-l'économie commencent à penser que l'austérité néolibérale creuse le fossé des inégalités.

*Une fosse*: voilà ce qui risque de rester de cette région déjà minée par une dépendance malsaine à l'industrie extractive, dépendance dont elle tentait de se libérer depuis la création des institutions aujourd'hui menacées ou déjà disparues. Or, pendant que tout est sacrifié sur l'autel du déficit zéro, que le budget de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue est amputé de 2,5 millions de dollars et celui du cégep de 1,2 million de dollars, on continue d'avantager les compagnies minières qui pillent nos ressources, et ce, sans contrepartie.

Heureusement, les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui ont souvent tort au sujet du peuple. Les grèves du secteur minier ont permis une amélioration fulgurante des conditions de travail. Ensuite, la ténacité de nos bâtisseurs et de nos bâtisseuses a permis de généraliser l'accès à des services

L'auteur est agent sociopolitique au Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT)

Blocage de la route 117, le 1<sup>er</sup> mai 2015.  
Photo : Archives de la CSN





d'éducation et de santé universels dans toutes les régions du Québec. Les luttes écologistes et les mouvements sociaux ont ancré une culture de résistance et de convergence qui s'exprime encore dans les alliances contre les mesures d'austérité et contre le déra-

cinement. La coalition Touche pas à ma région a mobilisé 5000 personnes en Abitibi-Témiscamingue le 29 janvier dernier; le Réseau de vigilance de la région, qui représente plus de 30000 personnes, a participé au mouvement de grève sociale du 1<sup>er</sup> mai dernier. Occupations de bureaux de députés et de

ministres, blocages de routes, tribunal populaire, manifestations, pétitions, campagnes de sensibilisation se succèdent. Chose certaine, les citoyens et les citoyennes de la région n'ont pas dit leur dernier mot. ●

## Répression et profilage politique

Le printemps étudiant de 2015 aura été marqué par le déploiement d'une répression aussi brutale que disproportionnée.

**CÉLINE BELLOT**

Si, côté météo, le printemps a été froid, la rue, elle, a eu chaud. Les images, les témoignages et les réactions abondent pour montrer à quel point la répression du mouvement étudiant, mobilisé contre les mesures d'austérité et l'exploitation des hydrocarbures, a été forte. L'arsenal répressif déployé a été implacable: manifestations déclarées illégales dès les premiers instants; utilisation de gaz lacrymogènes et autres armes; arrestations de masse; brutalité policière; accusations en vertu du Code de la sécurité routière ou du Code criminel; encadrement massif des manifestants par les policiers; lourdes conditions de remise en liberté; on a même usé de détentions provisoires.

Outre l'intensité de cette répression, ce qui frappe, lorsqu'on pose sur le printemps 2015 un regard rétrospectif, c'est qu'elle a été déployée contre un mouvement social à peine en émergence. Cela constitue une grave atteinte à la démocratie. En 2012, les autorités politiques, mais aussi institutionnelles, ont d'abord et avant tout cherché à nier, à minimiser le mouvement social de contestation

contre la hausse des frais de scolarité. En 2015, force est de constater que ces mêmes autorités ont pris une nouvelle avenue, marquée non pas par un désintérêt pour la critique des politiques d'austérité, mais par une réelle volonté de lutter de manière autoritaire contre ces critiques. Du ministre de l'Éducation au recteur de l'UQAM, du maire de Québec à la responsable de la sécurité publique au Conseil exécutif de la Ville de Montréal, le mot d'ordre était celui de l'intolérance et de la démonstration de force.

La commande était passée, les forces policières et judiciaires étaient légitimées pour réagir activement et de manière forte. Or, l'enjeu pour la démocratie est réel. L'austérité, contre laquelle se sont mobilisés les étudiants, mais aussi plusieurs groupes

sociaux, syndicats et citoyens ce printemps, n'est pas qu'un simple mot. Elle est d'abord et avant tout une manière de transformer radicalement le modèle social-démocrate construit patiemment depuis des décennies au Québec, modifiant de manière durable le rôle de l'État dans l'exercice de la solidarité à l'égard des populations les plus vulnérables de notre société. Non, la critique de l'austérité n'est pas floue et ses revendications ne sont pas éparées. Elle s'appuie sur la défense globale d'une vision de la justice sociale, qui tend à réduire les inégalités sociales et à assurer une égalité des chances pour toutes et tous dans tous les secteurs de la société: éducation, santé, justice, emploi, logement, etc. Réprimer de manière aussi ostentatoire cette critique contribue non pas simplement à

L'auteure est professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et directrice de l'Observatoire des profilages

